

CRÉDIT

1



2

NICOLAS KRIEF

Au chevet des chapelles d'hôpital

Peu visibles de la rue, souvent délaissées par les établissements qui les possèdent, les chapelles d'hôpital dépérissent inexorablement. Comment éviter cette lente disparition ? Radiographie d'un patrimoine religieux en souffrance, qui fait pourtant partie de l'offre de soins en France. Par **Sophie Laurant**

DES FISSURES LAISSANT passer l'eau, une voûte qui menace de s'effondrer, un décor intérieur qui s'efface peu à peu… La chapelle des Visitandines de l'hôpital de Tulle (Corrèze), inscrite aux Monuments historiques pour son architecture rare remontant à 1743, suinte l'humidité et la tristesse des lieux abandonnés. Elle est fermée depuis 2018 par arrêté de péril et l'aumônerie catholique a dû se replier sur un autre espace, moins signifiant. Mobilisé depuis plusieurs années, Patrick Poujade, infirmier-anesthésiste qui se définit aussi comme « un amoureux du patrimoine », a l'impression de crier dans le désert : « En 2008, un dossier avait été monté avec la ville. Mais l'entreprise de restauration a fait faillite et l'hôpital a repris possession des murs. » En 2022, à nouveau, la presse locale se réjouit qu'un projet soit annoncé par le centre hospitalier, avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac). Mais, quatre ans plus tard, « rien n'a bougé ! s'inquiète Patrick Poujade. Sauf qu'on a posé un misérable sac-poubelle pour colmater un vasistas brisé… » L'infirmier espère encore, avec l'aide du maire, organiser un chantier pédagogique avec une école professionnelle voisine : « Il est urgent de réparer au moins la couverture. J'ignore combien d'années la charpente peut encore tenir… »

Une négligence coûteuse

L'alerte n'est pas isolée : le constat est du même ordre à Chauny (Aisne), à Vienne (Isère) ou encore à Rouffach (Haut-Rhin), où l'exceptionnel lieu de culte double (catholique et protestant) est fermé au public… « Il existe en France des dizaines de chapelles, au cœur d'un hôpital en fonctionnement, qui ont une histoire, une architecture intéressante, mais sont en très mauvais état. Cela fait vingt ans que j'essaie d'alerter sur ce patrimoine fragile », soupire Olivier de Rohan-Chabot, président de la fondation La sauvegarde de l'art français, qui participe à la restauration de nombreux édifices religieux. Contrairement aux églises paroissiales, explique-t-il, celles-ci sont souvent méconnues des habitants. Et avec les restructurations, déménagements, voire ventes des centres de soins historiques, il est impossible de savoir combien sont toujours, aujourd'hui, fonctionnelles.

1 **Joyau de l'architecture du XVII^e^ siècle, la chapelle Saint-Louis de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, cherche 25 millions d'euros pour une totale restauration.**

2 **À Mortagne-au-Perche, la chapelle Saint-François vient de retrouver sa charpente et son toit pour la plus grande joie de Vincent Lebel, président de l'association Mortagne Patrimoine.**

L'historien Pierre-Louis Laget *(lire p. 29)* avance une estimation entre « 2 000 et 3 000 chapelles, dont plusieurs centaines classées ou inscrites *(c'est-à-dire protégées, ndlr)* au titre des Monuments historiques ».

D'évidence, elles n'intéressent pas leurs propriétaires, les établissements hospitaliers, qui ont souvent négligé leur entretien. Par ces temps de disette budgétaire, ils préfèrent logiquement allouer leurs crédits immobiliers à la construction de blocs opératoires. L'institution est, certes, tenue de proposer un lieu de recueillement, mais il peut s'agir d'une salle quelconque attribuée à chaque aumônerie, voire d'un espace multiconfessionnel. Quant aux diocèses, ils ne contribuent qu'à l'organisation de leur aumônerie.

Et pourtant, estime Olivier de Rohan-Chabot : « Une véritable chapelle conserve un rôle important dans l'hôpital : pour les patients et leur famille en souffrance, elle est souvent le seul espace apaisant et beau où se retrouver pour prier, mais aussi pour pleurer, méditer, souffler… indépendamment de la religion ou de l'athéisme de ceux qui en ont besoin. »

•••

Pour amorcer une prise de conscience autour de ce patrimoine négligé, La sauvegarde de l'art français a lancé en 2025, en partenariat avec la Fondation Française de l'Ordre de Malte, à la longue tradition d'hospitalité, un prix spécifique doté de 20 000 euros. Cet argent contribuera à renforcer l'étanchéité de la chapelle de l'hôpital d'Espalion (Aveyron), la première lauréate.

Au cours de ses trente-six années d'existence, le Grand Prix Pèlerin du Patrimoine *(lire p. 32)* a récompensé, lui aussi, plusieurs chapelles d'hôpital. Dernière en date, en 2023 : Saint-François, au centre hospitalier Marguerite de Lorraine de Mortagne-au-Perche (Orne), inscrite sur la liste des Monuments historiques pour ses très beaux décors peints. L'édifice vient de retrouver sa charpente et son toit au terme de la première phase de travaux qui a coûté 1,8 million d'euros. « On a remonté le coq le 13 octobre ! » se réjouit Vincent Lebel. Le président de l'association Mortagne Patrimoine est conscient de sa double chance. D'abord, l'hôpital était volontaire pour restaurer cet ancien couvent de clarisses, afin d'y installer son administration et un tiers-lieu. « Ils avaient prévu de contribuer à hauteur de 200 000 euros à la rénovation de la chapelle qui fait partie du projet. » Surtout, la Drac Normandie a apporté 20 % du budget sous forme de subvention, comme il semble normal pour un édifice listé Monument historique… Sauf que, depuis une réforme de 1977, « chaque ministère est responsable des travaux sur les immeubles qui lui sont affectés, à lui ou à ses établissements publics », explique-t-on à la Culture. Et, depuis 2009, les hôpitaux sont considérés comme des établissements publics relevant du ministère de la Santé !



BLANCHOT PHILIPPE / HEMISFER

Le chorégraphe et danseur Israël Galvan présente son spectacle dans la chapelle Saint-Louis à la Pitié-Salpêtrière.

La Drac aux abonnés absents

De fait, la plupart des Drac refusent désormais de contribuer aux restaurations de chapelles d'hôpital classées ou inscrites, alors même qu'elles imposent que les travaux soient menés dans les règles de l'art. Un article de mai 2025, de la revue *Gestions hospitalières* (n° 646), remarque pourtant qu'un protocole pourrait être signé : il en existe bien un depuis 1983 entre le ministère de la Culture et celui des Armées, afin de financer la restauration du patrimoine militaire. Et les défenseurs du patrimoine hospitalier d'observer qu'on ne leur oppose cette règle que depuis peu, l'État cherchant à faire des économies partout.

C'est tout le malheur de la chapelle Saint-Louis, majestueux édifice qui surgit au cœur du plus grand hôpital de France, la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Conçue par Louis Le Vau, l'architecte de Louis XIV, elle est classée depuis 1927 : un budget de 25 millions d'euros est nécessaire pour la restaurer entièrement et la réaménager. Or il faut trouver les fonds sans la participation de la Drac Île-de-France – alors même que les subventions de cette dernière pourraient s'élever jusqu'à 40 % pour un château classé, par exemple. « Nous allons avancer par tranches indépendantes

●●●

INTERVIEW

PIERRE-LOUIS LAGET

« Pendant des siècles, on a soigné l'âme autant que le corps »



Conservateur en chef honoraire du patrimoine et coauteur de *L'hôpital en France du Moyen-Âge à nos jours* (Éd. Lieux Dits).

Les hôpitaux ont-ils toujours eu des chapelles ?

Oui, car du Moyen Âge à la Révolution et, pour certains, jusqu'au XXe siècle, ces lieux de charité ont été construits et tenus par des congrégations religieuses qui s'appuyaient sur les dons de riches et pieux fidèles. La chapelle servait aussi bien pour la communauté que pour les résidents et les croyants venant du dehors. D'ailleurs, jusqu'à l'avènement récent d'une médecine efficace, on se préoccupait de soigner l'âme autant, sinon plus, que le corps.

Quelle était la place de la chapelle ?

Entre le XIIe et le XVIe siècle, la chapelle a été installée dans le prolongement de la grande salle des malades. Ces derniers pouvaient ainsi entendre la messe de leur lit. Pour comprendre cette disposition, il faut visiter l'exceptionnelle salle de l'hôtel-Dieu de Tonnerre, dans l'Yonne – qui n'est plus en fonctionnement – avec sa chapelle du XIVe siècle. Nous avons aussi hérité d'un bon nombre de chapelles de léproseries, alors même que les murs de ces institutions, très répandues au Moyen Âge, ont disparu.

Et à partir du XVIIe siècle, que s'est-il passé ?

Les nouvelles normes de la Contre-Réforme catholique ont imposé une séparation des hommes et des femmes. Chaque population devait alors être logée dans une aile séparée. Une nouvelle architecture, classique et symétrique, a aussi répondu au goût de l'époque. La chapelle a été désormais construite dans l'axe de l'entrée, très visible, au centre d'une façade en forme de U ou de I. Cas particulier : les « hôpitaux généraux » qui, dans les grandes villes, étaient en réalité des asiles où Louis XIV avait ordonné que l'on enferme les mendiants. Ils ont surtout accueilli dans leurs dortoirs vieillards, orphelins, enfants trouvés, veuves… Leur chapelle, comme on peut encore l'observer à la Pitié-Salpêtrière, à Paris, était indépendante des dortoirs, car cette population n'était pas malade. Au siècle suivant, certaines chapelles d'hôpital ont été bâties dans un goût ostentatoire, comme pour exposer la générosité des édiles et des mécènes charitables. On peut s'en rendre compte en observant l'immense façade, le long du Rhône, de l'ancien hôtel-Dieu de Lyon. Au XIXe siècle, on a beaucoup reconstruit, en prévoyant désormais des chapelles toujours détachées de l'hôpital. Sans doute, pour les esprits laïcs, cela manifestait-il une certaine liberté de conscience. Mais même dans les hôpitaux privés religieux, la chapelle a été séparée des espaces médicaux.

Les hôpitaux ont beaucoup changé depuis. Les chapelles ont-elles été préservées ?

Il est rare qu'un hôpital en fonctionnement soit classé Monument historique, si bien que, depuis 1950, avec la modernisation constante de la médecine, on a détruit beaucoup d'établissements anciens. Ou on les a restructurés, et d'autres bâtiments ont surgi autour. Les chapelles demeurent et restent souvent affectées au culte catholique. Mais la question de leur entretien et de leur restauration n'est pas réglée pour autant. ■ Recueilli par **S. L.**







PHOTOS : JÉRÔMINE DERIGNY/COLLECTIF ARGOS/POUR LE PÈLERIN

1 et 2 Jocelyne Guerra *(à g.)* montre les images des travaux qui ont pu être effectués sur la chapelle Saint-Lazare de Senlis grâce à son association.

3 Adjoua de Liniers, aumônière de cette même chapelle, veille à ce qu'elle soit facilement accessible.

•••

d'environ 5 millions d'euros, en espérant sensibiliser de grands mécènes à ce joyau oublié de l'architecture du Grand Siècle », précise Barnabé Louche. Depuis quatre ans, ce directeur du mécénat et de la culture au sein du groupe hospitalo-universitaire AP-HP* Sorbonne Université met sur pied plus de 150 événements culturels chaque année. Le but est de faire redécouvrir à un large public cet édifice – où l'une des quatre grandes chapelles latérales abrite le culte catholique.

En parallèle, « nous avons déjà investi 500 000 euros pour mettre à l'abri les œuvres d'art, établir un état des lieux scientifique de l'édifice, restaurer en urgence un point de la charpente et réanimer le lieu », résume Barnabé Louche. Une souscription est lancée par la fondation de l'AP-HP. Des partenariats ont été noués avec la Fondation du patrimoine, avec l'École du Louvre et l'Institut national du patrimoine pour des chantiers école sur des œuvres d'art. Et avec d'autres institutions également.

Si la tâche semble difficile pour ce monument exceptionnel et parisien, comment sauver les chapelles plus modestes ailleurs en France ? « En faisant du porte-à-porte auprès des habitants et en mobilisant les entreprises qui donnent de leur travail en plus », témoigne Jocelyne Guerra, ancienne cadre de santé de l'hôpital de Senlis (Oise) et présidente d'une association qui a réussi à réunir 275 000 euros pour faire reconstruire l'un des bas-côtés effondrés de la jolie chapelle Saint-Lazare, non classée. Héritière d'une léproserie médiévale, celle-ci a pu rouvrir en 2023 et célébrer l'an dernier ses mille ans.

Ouvrir à d'autres usages

Pour Vincent Lebel aussi, il s'avère indispensable de s'appuyer sur une association dynamique, qui sait communiquer, et où des bénévoles s'engagent à monter des dossiers auprès des collectivités territoriales et de tous les mécènes possibles. Avec succès dans son cas : Loto du Patrimoine, prix des Vieilles maisons françaises (VMF), prix Sésame en 2025… Ce dernier a été lancé en 2022 par la Fondation du Patrimoine. Il dote de 20 000 euros des initiatives d'associations ou de communes favorisant la transmission du patrimoine religieux en ouvrant l'édifice à d'autres usages que le culte « dans le respect de l'esprit des lieux et de la dimension spirituelle de chaque personne », insiste Bertrand de Feydeau, vice-président de la Fondation.

Comme à la Pitié-Salpêtrière, Mortagne Patrimoine propose tout un programme de concerts et s'engage sur le long terme à faire visiter la chapelle en dehors des offices. Patrick Poujade aimerait pouvoir mobiliser autant pour celle de Tulle, « mais je travaille trop actuellement pour chercher des bénévoles et remplir des dossiers », soupire-t-il. Un lanceur d'alerte seul ne suffit pas, en effet. Il faut une association active, un établissement hospitalier qui facilite la sauvegarde de ce patrimoine, des collectivités territoriales en renfort, un soutien populaire qui se traduise par une souscription et par du mécénat, et, bien sûr, une aumônerie convaincue…

À Senlis, Geneviève, 92 ans, se souvient : « J'allais à Saint-Lazare, enfant, chaque dimanche, à la messe des malades. » Elle est à présent résidente de l'Ehpad situé dans l'enceinte de l'hôpital et aime traverser la cour pour aller y « prier la Sainte Vierge ». Adjoua de Liniers, aumônière depuis 2022, souhaite à présent que l'hôpital améliore la signalétique afin que patients, soignants et visiteurs puissent trouver plus facilement leur chemin. « Il y a toujours quelqu'un qui passe la tête, remarque-t-elle, car je laisse en permanence la porte ouverte. » ■

*Assistance publique-hôpitaux de Paris

CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
TROCADÉRO

Que changer dans nos villes et villages pour les rendre plus beaux ?
(rues, nature, bâtiments…)

PARTICIPER À LA CONSULTATION

citedelarchitecture.fr

MAKE. ORG | PROPOSEZ, VOTEZ, AGISSONS